Date : 20020415

Dossier : CMAC-447

Référence neutre : 2002 CACM 6

**CORAM : JUGE EN CHEF STRAYER
JUGE D'APPEL ROSCOE
JUGE D'APPEL BLANCHARD**

ENTRE :

LE CAPITAINE J.L.S. SIMARD

appelant

et

SA MAJESTÉ LA REINE

Intimée

Entendu à Ottawa (Ontario), le jeudi 28 mars 2002

JUGEMENT prononcé à l'audience, à Ottawa (Ontario), le jeudi 28 mars 2002

MOTIFS DU JUGEMENT :

LE JUGE ROSCOE

Date : 20020415

Dossier : CMAC-447

Référence neutre : 2002 CMAC 6

**CORAM : LE JUGE EN CHEF STRAYER
LE JUGE ROSCOE
LE JUGE BLANCHARD**

ENTRE :

LE CAPITAINE J.L.S. SIMARD

appellant

et

SA MAJESTÉ LA REINE

intimée

MOTIFS DU JUGEMENT

(Prononcés à l'audience, à Ottawa (Ontario),
le jeudi 28 mars 2002)

LE JUGE ROSCOE

[1] Le présent appellant a été reconnu coupable d'état d'ivresse en contravention de l'article 97 de la *Loi sur la défense nationale*, (L.R.C. 1985, ch. N-4).

97(1) Quiconque se trouve en état d'ivresse commet une infraction et, sur déclaration de culpabilité, encourt comme peine maximale un emprisonnement de moins de deux ans, sauf s'il s'agit d'un militaire du rang qui n'est pas en service actif ou de service — ou appelé à prendre son tour de service — auquel cas la peine maximale est un emprisonnement de

97(1) Drunkenness is an offence and every person convicted thereof is liable to imprisonment for less than two years or to less punishment, except that, where the offence is committed by a non-commissioned member who is not on active service or on duty or who has not been warned for duty, no punishment of imprisonment, and no punishment of

quatre-vingt-dix jours.

detention for a term in excess of ninety days, shall be imposed.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), il y a infraction d'ivresse chaque fois qu'un individu, parce qu'il est sous l'influence de l'alcool ou d'une drogue :

(2) For the purposes of subsection (1), the offence of drunkenness is committed where a person, owing to the influence of alcohol or a drug,

a) soit n'est pas en état d'accomplir la tâche qui lui incombe ou peut lui être confiée;

(a) is unfit to be entrusted with any duty that the person is or may be required to perform; or

b) soit a une conduite répréhensible ou susceptible de jeter le discrédit sur le service de Sa Majesté.

(b) behaves in a disorderly manner or in a manner likely to bring discredit on Her Majesty's service.

[2] Le juge militaire, dans le prononcé de ses motifs de déclaration de culpabilité, a déclaré :

[TRADUCTION]

Je conclus, au-delà de tout doute raisonnable, que l'accusé, à la date et au lieu indiqués dans le chef d'accusation, soit entre environ 2 h 30 et 3 h dans la nuit du 4 mai, était sous l'influence de l'alcool. Je suis parvenu à cette conclusion en m'appuyant sur le témoignage des policiers militaires. Je viens de fournir leurs observations concernant l'accusé et j'admets comme crédible et fiable leur témoignage détaillé.

Bien que personne n'ait pu confirmer la quantité ou le type de boisson ou d'alcool qu'avait consommé le capitaine Simard, je suis également soucieux du fait qu'il était en fonction au carré des officiers ce soir-là. Même si aucun témoin n'a directement mentionné l'aptitude du capitaine Simard à accomplir quelque fonction qui ait pu lui avoir été assignée au moment où il a rencontré les deux policiers militaires, je conclus, au-delà de tout doute raisonnable, que le capitaine Simard était en état d'ivresse pour le simple plaisir de consommer de l'alcool. Je conclus également, au-delà de tout doute raisonnable, en m'appuyant sur le témoignage des deux policiers militaires, qu'à la date et à l'heure en question, il titubait et bafouillait, qu'il avait les yeux vitreux et qu'il manquait d'équilibre. De même, je conclus, et ce, sur la foi des témoignages présentés en preuve, qu'il n'était pas en mesure d'accomplir quelque fonction militaire qui ait pu lui avoir été assignée à ce moment-là.

En ce qui concerne l'intention, rien dans la preuve ne suggère que la consommation d'alcool du capitaine Simard ait pu être autre que volontaire. Il a

consommé de l'alcool, et je ne peux que conclure qu'il a été négligent et imprudent quant aux effets que l'alcool pouvait avoir sur lui.

En résumé, après avoir minutieusement examiné la preuve dans son ensemble, je conclus que le substitut du procureur général a prouvé chaque élément du premier chef d'accusation, c'est-à-dire la date, l'heure et le lieu de l'événement. La preuve dont j'ai tenu compte à l'égard des actions, de l'apparence ou du comportement du capitaine Simard, au moment où l'événement s'est produit, démontre, et c'est ce que je conclus au-delà de tout doute raisonnable, qu'il n'était pas en état de travailler à l'heure et à l'endroit susmentionnés. Je conclus également que dans les circonstances, l'intention a été prouvée au-delà de tout doute raisonnable et, par conséquent, je conclus que le capitaine Simard est coupable du premier chef d'accusation. (dossier d'appel, p. 90-91).

[3] La Couronne a indiqué en appel qu'elle ne niait pas le fait qu'il était probable que l'appelant soit appelé au travail. À notre avis, aucune preuve n'a démontré que l'appelant était en fonction ou qu'il existait une quelconque possibilité qu'il soit appelé à exécuter quelque fonction cette nuit-là ou le jour suivant. Bien qu'il ait été vêtu de son uniforme, aucun témoin n'a soulevé la question relative aux fonctions de l'appelant. Puisque aucune preuve n'a été présentée à l'égard de cet élément, l'accusation d'état d'ivresse portée contre l'appelant, tel que décrit à l'alinéa 97(2)a) de la *Loi sur la défense nationale*, représentait une conclusion déraisonnable et, conséquemment, celle-ci devrait être infirmée. Par conséquent, il n'est pas nécessaire d'aborder la question constitutionnelle qu'a soulevée l'appelant et qui s'appuie sur la conclusion selon laquelle il pourrait être reconnu coupable d'ivresse en vertu du sous-paragraphe 97(2)a) sans qu'aucune preuve ne soit présentée relativement à ses fonctions.

[4] Cependant, l'article 241 de la *Loi sur la défense nationale* stipule que :

241. Malgré les autres dispositions de la présente section, la Cour d'appel de la cour martiale peut rejeter un appel lorsque, à son

241. Notwithstanding anything in this Division, the Court Martial Appeal Court may disallow an appeal if, in the opinion of the

avis, formulé par écrit, il n'y a pas eu d'erreur judiciaire grave.

Court, to be expressed in writing, there has been no substantial miscarriage of justice.

[5] À notre avis, aucune erreur judiciaire grave n'a été commise. Il existait une preuve suffisante qui a été admise par le juge militaire, notamment la conclusion selon laquelle l'appelant avait jeté un verre pardessus la rampe d'un pont, et qui permet de conclure que l'appelant était coupable d'ivresse en ayant une conduite répréhensible et, puisque la preuve concernant l'état de l'uniforme de l'appelant n'a pas été réfutée, susceptible de jeter le discrédit sur le service de Sa Majesté, tel qu'il est énoncé à alinéa 97(2)b).

[6] Étant donné le poids des éléments de preuve, nous sommes convaincus qu'il était impossible de prononcer un quelconque autre verdict et, par conséquent, le présent appel doit être rejeté.

« E.A. Roscoe »

Juge

Traduction certifiée conforme

Martine Guay, LL. L.

**COUR D'APPEL DE LA COUR MARTIALE DU CANADA
AVOCATS INSCRITS AU DOSSIER**

No DU GREFFE : CMAC-447

INTITULÉ : Le capitaine J.L.S. Simard c. Sa Majesté la Reine

LIEU DE L'AUDIENCE : Ottawa (Ontario)

DATE DE L'AUDIENCE : Le 28 mars 2002

MOTIFS DU JUGEMENT : (Le juge en chef Strayer, le juge Roscoe et le juge Blanchard)

PRONONCÉS À L'AUDIENCE PAR : Le juge Roscoe

DATE DES MOTIFS : Le 15 avril 2002

COMPARUTIONS :

Le major David McCairn	POUR L'APPELANT
Le major Bruce MacGregor	POUR L'INTIMÉE

AVOCATS INSCRITS AU DOSSIER :

Bureau de la Direction du Service d'avocats de la défense Ottawa (Ontario)	POUR L'APPELANT
Cabinet du Juge-avocat général Ottawa (Ontario)	POUR L'INTIMÉE